

PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction  
départementale de la protection  
des populations

ARRETE

portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Service  
prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2005/4220  
LA

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le Code du Travail et notamment le livre II,
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 avril 1998 modifié au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. de KERVELEN** », l'autorisant à exploiter un élevage avicole de 50000 poules pondeuses sur le site de « Kervelen » à PLOUGUERNEVEL.
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 30 août 2011 par l'installation classée « **E.A.R.L. de KERVELEN** », sise « 5 lot Kertrephine » à ROSTRENEN, et exploitée à PLOUGUERNEVEL au lieu-dit « Kervelen » (Sections YA N°22); en vue de l'extension d'un élevage avicole autorisé soit un cheptel de 130000 animaux (soit 130 000 poules pondeuses) avec mise à jour de la gestion des déjections et la construction d'un poulailler avec mise aux normes bien-être de l'animal et l'agrandissement de la fumière existante,
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du Commissaire-enquêteur ;

- VU les délibérations des conseils municipaux de KERGRIST MOELOU ( 22 mars 2012) - PLOUGUERNEVEL ( 26 avril 2012) - PLOUNEVEZ QUINTIN (14 mars 2012) - ROSTRENEN (28 mars 2012) ;
- VU l'avis de la Direction départementale des territoires et de la mer (D.D.T.M.) en date du 13 décembre 2011, favorable sous réserve de revoir la convention d'exportation ;
- VU l'avis de l'agence régionale de la santé du 16 janvier 2012, laquelle n'a pas fait de remarque sur le projet ;
- VU l'avis tacite du 6 février 2012 réputé favorable en l'absence de réponse de l'autorité environnementale,
- VU la saisine du service interministériel des affaires civiles, économiques de Défense et Protection Civiles,
- VU la saisine de l'avis de l'autorité environnementale le 25 novembre 2011, laquelle a accusé réception le 15 novembre 2011,
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 6 juillet 2012 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 20 juillet 2012 ;

CONSIDERANT que la demande prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'Environnement,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le contrat de reprise du 12 juin 2012 avec la Sté LEMEE S.A.R.L portant sur une production de 130000 poules pondeuses soit environ 1300 tonnes par an de produits normalisés normes NFU 42001; permet de lever la réserve de la DDTM ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## - A R R E T E -

### ARTICLE 1 -

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « **E.A.R.L. de KERVELEN** », (dont le siège social est situé 5 lot Kertrephine à ROSTRENEN) à exploiter à PLOUGUERNEVEL au lieu-dit « Kervelen » (sections YA N°22) à PLOUGUERNEVEL conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, **un élevage avicole dont la capacité maximale est de 130000 animaux équivalents en présence simultanée, répartis en 130000 poules pondeuses (œufs de consommation en cage avec séchage).**

Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse, une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de **3.6 tonnes** par jour.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111-1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005

modifié et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 modifié mentionnés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).

2.1. *Aménagement et exploitation des bâtiments :*

2.1.1. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.2. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.3. - Toutes les eaux usées (sas, etc.), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.4. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.5. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place ou conservés autour de l'installation;

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - *Sécurité :*

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951,

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

### ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES CONCERNANT LA FABRIQUE D'ENGRAIS ET SUPPORTS DE CULTURES.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement par séchoir pour un bâtiment et par pré-séchage pour l'autre. Le stockage et la maturation pour l'ensemble se faisant dans un hangar de 506 m<sup>2</sup> situé en annexe de son installation.

#### 3.1 - Installation.

- L'installation permettra de transformer les fientes issues de l'élevage en un engrais organique qui devra répondre à la norme NFU 42 001.

3.1.1. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.2. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.3. - La durée d'entreposage sur le site des fientes sera inférieure à un an.

3.1.4. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard lors de la mise en service du nouveau poulailler.

#### 3.2. - Exploitation - entretien.

##### 3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

##### 3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

##### 3.2.3. Contrôle et suivi de fabrication.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.

3.2.3.1. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi de fabrication sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant :

- les quantités de fientes traitées,

- les anomalies de procédé relevées ainsi que les mesures palliatives mises en place,
- les résultats d'analyses physico-chimiques réalisées.

3.2.3.3. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.4. Toute modification du procédé de fabrication doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

3.2.3.5. Pour les effluents qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc.).

#### 3.2.4 Utilisation de l'engrais organique.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les engrais organiques doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

- Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et  $\text{NH}_4$ ,  $\text{P}_2\text{O}_5$ ,  $\text{K}_2\text{O}$ .

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les **six mois**, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivant : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches **datant de moins de six mois** devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

### 3.3. Gestion des flux - Traçabilité.

Une convention est établie avec un prestataire de service qui assure la mise sur le marché **pour 1 300 tonnes** d'engrais organique par an soit 52 130 unités d'azote.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,

- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m<sup>3</sup>, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative.

#### ARTICLE 4. – AUTRES

##### 4.1 - *Meilleures techniques disponibles.*

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

##### 4.2 - *Forage.*

4.2.1 - Le forage existant ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages. Il sera abandonné définitivement avant la mise en service du poulailler à construire.

4.2.2. - La fermeture de l'ouvrage devra être réalisée dans le respect des prescriptions spécifiques prévues au point 8-2 de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral relatif aux forages en date du 29 janvier 2004. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des Installations Classées.

4.2.3. - Le nouveau forage devra être régulièrement déclaré. Il devra être installé à plus de 35 m de l'installation.

4.2.4. - L'exploitant sera autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, des dispositions suivantes :

4.2.5. - Un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages sera réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse portera au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées ;

4.2.6. - La protection en tête du forage devra être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;

4.2.7. - Les eaux de ruissellement devront être détournées de la tête de forage ;

4.2.8. - Le forage ne devra pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité

d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;

4.2.9. - L'interconnexion avec le réseau public sera interdite;

4.2.10. - L'eau ne sera pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

4.2.11. - A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné dans les conditions prévues au 4.2.2.

#### ARTICLE 4 -

L'arrêté préfectoral du 22 avril 1998 modifié portant autorisation au titre de l'installation classée EARL DE KERVELLEN, d'exploiter un élevage avicole de 50000 poules pondeuses, est abrogé.

#### ARTICLE 5 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

#### ARTICLE 6 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

#### ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera

- déposée aux archives de la mairie de PLOUGUERNEVEL pour y être consultée ,
- affichée à la mairie de PLOUGUERNEVEL pendant une durée minimum d'un mois.
- affichée en permanence de façon visible ,par les soins de l'exploitant, sur le site de

l'exploitation,

- mise en ligne sur le site de la préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

## ARTICLE 7 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif e RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX). :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour les exploitants,

- dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers pour les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients. Toutefois si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après la publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

## ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Sous-Préfet de GUINGAMP, le Maire de PLOUGUERNEVEL et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, au(x) maire(s) de KERGRIST MOELOU, PLOUNEVEZ QUINTIN et ROSTRENEN .

SAINT-BRIEUC, le

- 7 AOUT 2012

LE PREFET,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Gérard DEROUIN

